L'accès aux formations sociales, entre choix d'orientation professionnelle et stratégies

Access to social formations between career choices and strategies

Der Zugang zur Ausbildung in Sozialberufen, zwischen Berufswahl und Strategien

El acceso a las formaciones sociales, entre opciones de orientación profesional y estrategias

Yvette Molina

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4595>

DOI : [10.4000/formationemploi.4595](https://doi.org/10.4000/formationemploi.4595)

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2015

Pagination : 117-137

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Yvette Molina, « L'accès aux formations sociales, entre choix d'orientation professionnelle et stratégies », *Formation emploi* [En ligne], 132 | octobre-décembre 2015, mis en ligne le 30 décembre 2017, consulté le 30 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/4595> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.4595>

L'accès aux formations sociales, entre choix d'orientation professionnelle et stratégies

YVETTE MOLINA

*Sociologue, Institut de Formation sociale des Yvelines, chercheuse associée
au Centre Maurice Halbwachs (CNRS-Ecole normale supérieure
Ecole des hautes études en sciences sociales)*

Résumé

■ L'accès aux formations sociales, entre choix d'orientation professionnelle et stratégies

Cette contribution présente les résultats d'une enquête quantitative et qualitative auprès de candidats souhaitant intégrer les écoles de travail social. L'accès aux écoles spécialisées pour entreprendre des études dans les filières de formation sociale apparaît comme sélectif. Nous analysons ici comment se construisent le projet d'orientation professionnelle et les stratégies d'orientation et d'accès à ces formations professionnalisantes du secteur social.

Mots clés : enseignement santé, sélection, action sociale, métier de l'action sociale, éducateur spécialisé, conseiller en économie sociale et familiale, orientation scolaire-professionnelle, accès à l'enseignement supérieur, préparation au concours

Abstract

■ Access to social formations between career choices and strategies

Access to social formations between career choices and strategies This paper presents the results of a quantitative and qualitative survey of students entering the schools of social work. Access to specialized schools to undertake studies in social training courses appears to be selective. Here we discuss how the project career and guidance strategies are built to access to social training in professional programs.

Keywords: education by the health ministry, selection, help support, occupation in social working, special education teacher, social and family economics advisor, school guidance & vocational guidance, access to higher education, preparation for competitive entrance exams

Journal of Economic Literature: **J 24**

Traduction : *Auteure.*

Malgré un foisonnement de statistiques éparpillées portant sur les professionnels de l'intervention sociale, il n'existe pas, ou à la marge, de chiffres présentant la population qui souhaite s'orienter vers ces professions du social¹. Sont ici présentés les résultats d'une enquête (Molina, 2011) relative aux candidats souhaitant intégrer les écoles supérieures professionnelles du secteur social (Vasconcellos 2006) en vue de préparer un diplôme d'Etat².

Cette enquête permet de mettre au jour les profils sociaux des individus souhaitant intégrer les formations en travail social. Ce champ d'investigation est quasiment inexploré.

Au-delà d'apporter un éclairage sur les profils sociaux des candidats, il s'agit d'analyser la construction du choix d'orientation professionnelle et les stratégies développées pour l'entrée en formation.

Cette approche semble pertinente à plus d'un titre. Elle permet d'éclairer, d'une part, la question du déclin de la vocation pour ces professions sociales dites d'engagement³ ; d'autre part, les phénomènes sociaux relatifs à l'orientation vers l'enseignement supérieur professionnalisant du secteur social. Il s'agit de mieux appréhender le champ du travail social dans un *continuum* de la socialisation professionnelle en amont et en aval de la formation.

En France, les formations au travail social et à l'intervention sociale sont construites selon deux modes d'accès à la professionnalisation. Le premier, pour certaines professions sociales dites « historiques », concerne les quatorze diplômes reconnus en travail

1. Les statistiques nationales disponibles au moment de l'enquête, concernant l'entrée en formation, étaient celles de la DREES, *La formation aux professions sociales en 2005*, Grenat Pascale, Marquier Remy, Masson Luc, n° 117-octobre 2007. Après une interruption, la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) a repris le dénombrement des candidats à partir de l'année 2012. Soulignons, par ailleurs, une enquête réalisée par le Centre interrégional d'études, d'actions et d'informations de Picardie et le Centre universitaire de recherche sur l'action publique et le politique, épistémologie et sciences sociales – CNRS de l'université de Picardie Jules Verne. L'étude porte sur trois groupes (éducateur spécialisé, assistant de service social et éducateur des jeunes enfants) avec une comparaison candidat/admis reprenant les effectifs de 2007, puis de 2008 : « Aux portes de l'IRFFE, qui sont les étudiants en travail social de demain ? », enquêtes « sélection » 2007 et 2008.

2. Il existe environ 460 établissements de formation spécialisés en France, source : Site du ministère des Affaires sociales et de la Santé, « Panorama des diplômes et des formations », 27/02/2014. La grande majorité est gérée par des associations. Selon la DREES, 15 % des établissements sont publics contre plus de 82 % d'associations. L'effectif des étudiants en travail social est de 65 966, dont plus de 83 % de femmes. Source : Nahon S. (2013).

3. Voir le rapport de l'Union nationale des associations de formation et de recherche en intervention sociale (UNAFORIS) (2015), « L'attractivité des formations de niveau III. Etat des lieux et perspectives », rapport du groupe de travail UNAFORIS, commission permanente niveau III, non publié, (remis à la demande), <http://www.unaforis.eu/>.

social par le Code de l'action sociale et des familles (CASF)⁴. Ils se caractérisent par une forte institutionnalisation liée à la tutelle de l'Etat qui en est le certificateur⁵.

Plus récent dans l'histoire des formations sociales, le second mode d'accès est rendu possible grâce à la mise en place des formations au sein de l'Université. Des départements carrières sociales au sein des Instituts universitaires de technologies (IUT) sont ainsi créés dès la fin des années 1960, puis les licences professionnelles en 1999 (Felouzis, 2008).

Ces deux systèmes de formation dans le champ social coexistent et ne produisent pas les mêmes diplômes. La première catégorie débouche sur un diplôme d'Etat, adossé à un référentiel national. Pour la deuxième catégorie, il s'agit de diplômes universitaires, répertoriés au sein des certifications professionnelles.

La contribution s'intéresse à la première catégorie des formations pour trois groupes professionnels de même niveau de qualification : assistant de service social (ASS), éducateur spécialisé (ES), conseiller en économie sociale et familiale (CESF).

Le choix de ces trois groupes s'explique pour deux raisons majeures : ce sont les premiers à se professionnaliser sur un plan socio-historique (surtout pour les assistants de service social, puis les éducateurs spécialisés) ; ils relèvent d'une même catégorie statutaire et administrative avec la création d'un grade unique d'« assistant socio-éducatif » dans la fonction publique territoriale en 1992, suivie peu après dans les statuts des conventions collectives du milieu associatif.

Encadré 1 : Formation assistant de service social, éducateur et conseiller en économie sociale et familiale

La formation d'assistant de service social et d'éducateur spécialisé se déroule après l'obtention du baccalauréat, dans des établissements de formation en travail social (EFTS).

Les études en trois ans s'inscrivent dans l'alternance (environ 12 mois de stage sur les trois ans) et sont sanctionnées par un diplôme d'Etat. Les études de conseiller en économie sociale et familiale présentent un cursus différent : passage par un BTS (brevet de technicien supérieur) en économie sociale et familiale après le baccalauréat et une troisième année préparant à un diplôme d'Etat.

Une autre voie d'accès aux diplômes d'assistant de service social et d'éducateur est possible : préparation d'un DUT (diplôme universitaire de technologie) en carrières sanitaires et sociales en deux ans, puis une troisième année de spécialisation dans l'une ou l'autre filière.

4. Ces quatorze diplômes couvrent le niveau 5 au niveau 1, selon la classification française du Répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) : Assistant de service social, éducateur spécialisé et conseiller en économie sociale et familiale relèvent du niveau III.

5. Principalement le ministère des Affaires sociales et le ministère de l'Education nationale pour certains diplômes.

Encadré 2 : Méthodologie de l'enquête quantitative et qualitative

L'enquête quantitative vise les candidats à l'entrée en formation (éducateur spécialisé ou ES, assistant de service social ou ASS, conseiller en économie sociale et familiale ou CESF) lors de l'épreuve écrite d'admissibilité (1). Proposer le questionnaire à l'épreuve d'admissibilité (2) plutôt qu'au moment des épreuves orales visait d'abord à toucher un public large, évitant ainsi de s'intéresser à une population déjà filtrée par l'écrit et d'écarter certains profils. Ensuite, la passation était plus aisée car le questionnaire pouvait être remis de façon anonyme au moment de l'épreuve.

Cette enquête quantitative visait à étudier et identifier le profil des candidats aux professions sociales (ES, ASS, CESF) (3)(4). L'échantillon a été circonscrit à l'Ile-de-France. Cela correspondait à une configuration raisonnable et pertinente, cette région représentant un peu plus de 20 % des effectifs nationaux. Par ailleurs, la multiplicité des organismes de formation mono ou pluri filières permettait de diversifier les catégories. Le questionnaire a été testé dans un établissement, en septembre 2010. Puis, il a été proposé à 21 établissements (5) pour la période allant de janvier à mai 2011, et 15 ont répondu à l'enquête (6). Par ailleurs, il est difficile de connaître le taux moyen de retour car tous les établissements ne l'ont pas communiqué. Lorsque l'information a été transmise, le taux avoisine les 98 %. 1269 questionnaires ont été analysés avec des tris croisés selon les trois filières.

En amont, une enquête qualitative par entretiens, de type biographique (Demazière, Dubar 2009) a été menée, de février à mai 2010, auprès de treize candidats recouvrant les trois groupes (ES, ASS, CESF). Ces discours ont été croisés avec ceux de deux conseillères d'orientation psychologues de deux centres d'information et d'orientation. Au-delà d'un exploratoire pour les besoins de l'enquête quantitative, l'enquête qualitative constitue un matériau d'analyse pour l'ensemble de l'investigation de terrain, dans le cadre plus large de notre recherche sur les transformations des groupes professionnels du travail social (7).

(1) La sélection s'organise en deux temps : un écrit d'admissibilité pour tous les candidats et après admission, une épreuve orale en entretien et/ou un échange en groupe. Les contenus des épreuves varient selon les établissements et les filières. L'écrit repose généralement sur la compréhension d'un texte d'actualité, un sujet de rédaction, etc. L'entretien vise à évaluer les motivations des candidats, leurs expériences dans leur parcours de vie (scolaire, universitaire, personnel).

(2) Le pourcentage des admissions moyen est estimé à 22 % ; voir Grenat Pascale, Marquier Remy, Masson Luc, (2007).

(3) En les comparant aux études de la DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) sur les statistiques des « admis en formation sociale » sur l'année 2011 : Nahon S. (2013), *La formation aux professions sociales*, DREES, document de travail, série statistiques n° 175, janvier.

(4) Les variables comparables sont limitées. En effet, l'enquête de la DREES s'intéressant aux profils des étudiants en formation, porte sur les points suivants : l'âge, le sexe, l'origine sociale à travers la Profession/Catégorie socioprofessionnelle (PCS) du père, les sources de financement de la formation, le niveau d'étude/formation/emploi avant l'entrée en formation, le type de baccalauréat obtenu. Les résultats présentés concernent une partie seulement de notre enquête. Le questionnaire proposait 53 questions portant sur les mêmes items que la DREES complétés par les types d'engagement (association, syndicat, parti politique), les opinions, les pratiques culturelles et de loisirs.

(5) Avec l'appui du Groupement de recherche Ile de France (GRIF) qui est un réseau d'établissements de formation en travail social adossé au secteur associatif. Il s'est construit autour d'un objectif « *de mutualisation et de coopération pour la production de connaissances dans le champ social et médicosocial et sa diffusion auprès des professionnels et des institutions* ». L'enquête a donné lieu à une convention de recherche entre le GRIF et l'EHESS/CMH (CNRS-ENS-EHESS) en 2011.

(6) Certains établissements avaient omis de passer le questionnaire, notamment les établissements de grande taille, contrairement aux établissements de petite taille, beaucoup plus réactifs.

(7) Ces entretiens sont intégrés dans un corpus de 42 entretiens pour l'ensemble de l'enquête qualitative, voir Molina Y. (2015).

11 Comment se construit le choix d'orientation professionnelle ?

Cette première partie explore la construction du choix d'orientation professionnelle. Celle-ci est appréhendée selon une approche de « l'éducation à l'orientation », telle qu'elle se développe depuis les années 1970, avec la visée d'objectifs spécifiques : transmettre de l'information sur les études et les professions, permettre à l'individu de mieux se connaître, développer des compétences et attitudes pour l'avenir, impliquer la personne dans le processus d'orientation (Tralongo, 2012).

Nous verrons que le choix du métier se présente comme une réflexion solitaire dans un processus d'individualisation pour les candidats, puis dans un second temps, que le choix du métier représente un dilemme au moment du choix d'orientation professionnelle ; enfin, nous expliciterons le rôle prépondérant de l'entourage proche des candidats dans leur démarche d'orientation.

1-1 Le choix du métier, une réflexion solitaire dans un processus d'individualisation

Lors de l'enquête qualitative, les candidats indiquent que leur projet d'orientation professionnelle est souvent réfléchi de façon solitaire. Ils le déplorent et expriment le sentiment d'un manque d'accompagnement dans la réflexion face à leurs hésitations.

Mélissa, candidate CSEF, explique que les éléments transmis sur la profession d'éducateur, pour laquelle elle souhaitait se renseigner, n'étaient pas suffisamment informatifs. Ce qu'elle en comprend se résume à la difficulté du métier :

Chercheuse : « *Il y a quelqu'un qui vous a aidé dans cette orientation ?* »

Mélissa : « *Non, pas trop en première, car c'était un choix de base en me disant que j'irais voir quelqu'un en terminale... Ce que j'ai fait, mais cette personne-là ne m'a pas vraiment aidée*

dans mon choix... elle n'a pas su m'expliquer en quoi consistait le métier d'éducateur ... tout ce qu'elle a pu me dire, c'est que c'était un métier très difficile... qu'il fallait avoir du caractère et qu'il fallait s'accrocher... en gros, j'ai retenu que c'était difficile et qu'il fallait avoir du vécu et qu'avec le bac, ce serait difficile d'y accéder... et je lui avais posé des questions pour les écoles prépa... mais elle n'a pas vraiment su me répondre ... »

Chercheuse : « C'était une déception pour vous ? »

Mélissa : « Oui, car on attend que ces personnes nous orientent, nous conseillent, nous rassurent... et là c'était tout le contraire... je pense qu'en France, il y a un gros problème d'orientation et j'ai été très déçue. »

Selon l'enquête quantitative, la première source d'information sur la profession demeure internet. Viennent ensuite les connaissances personnelles (**tableau 1**). De même, relatant leur parcours, les personnes interviewées font état d'une rencontre déterminante avec un professionnel du secteur social dans leur choix d'orientation. Les acteurs les plus aidants dans la réflexion sont en premier lieu un membre de la famille ou un travailleur social rencontré (**tableau 2**).

Tableau 1 : Sources d'information sur les professions du social en %

Internet	Connaissances personnelles	Ouvrages spécialisés	Conseiller d'orientation CIO	Salon	BIJ ou mission locale	Ensemble
31	30	19	12	6	2	100

Tableau 2 : Aide à la réflexion pour l'orientation en %

Membre de la famille	25
Travailleur social	25
Ami(e)	14
Professionnel du CIO	11
Enseignant	11
Autres	8
Bilan compétence	5
Pôle emploi	1
Ensemble	100

Source : Molina Yvette, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, Enquête Candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CESF), 2011.
CIO : Centre d'Information et d'Orientation.
BIJ : Bureau d'Information Jeunesse.

Cette absence d'information, telle qu'elle est vécue et relatée par les interviewés, renforce, d'une part, le caractère d'individualisation dans la construction du choix d'orientation professionnelle et la responsabilité individuelle à laquelle il renvoie et, d'autre part, les risques d'inégalité en fonction du milieu social d'origine. « *Sous l'égide*

de la puissance publique, l'individu-client est appelé à être le vecteur privilégié de sa propre orientation tout au long de la vie » (Verdier, 2010, p. 117).

Les dispositifs publics semblent privilégier l'idée d'un élève de plus en plus acteur de son orientation et responsable de son propre parcours (Dhume et *al.*, 2011). Cette individualisation renforce les risques d'inégalité sociale ; en effet, *« l'aide à l'orientation apparaît comme étant distribuée de manière très inégale, selon de nombreux critères de positions scolaires des jeunes et de leur milieu social d'origine »* (Boudesseul, 2010, p. 60).

Notre population de « candidats » aux formations sociales est constituée d'une part importante de milieux modestes (37 %, employé et ouvrier) contre 45 % de milieux bénéficiant d'un capital social plus favorisé (cadre/profession intellectuelle supérieure/profession libérale et profession intermédiaire).

1-2 Choisir un métier dans le social : un dilemme

Les candidats vivent leur choix d'orientation comme une réflexion individuelle qui n'est pas toujours très soutenue institutionnellement ; cependant, ils expriment, lors de l'enquête, une difficulté à opérer un choix entre plusieurs professions du social, voire avec des professions d'autres champs proches, comme l'enseignement ou la santé.

S'agissant de la connaissance des professions et des formations sociales, les informations transmises sont estimées « suffisantes » pour seulement 17 % des candidats. 35 % d'entre eux manifestent leur insatisfaction quant à l'information transmise pour la profession et 44 % s'agissant de l'information sur la formation.

Tableau 3 : Informations transmises sur les professions et les formations sociales en %

Information transmise	Suffisante	Assez suffisante	Insuffisante	Ensemble
sur les professions sociales	17	48	35	100
sur les formations sociales	17	39	44	100

Source : Molina Yvette, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, Enquête Candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CESF), 2011

Note : La question du degré d'information sur la formation portait sur le choix des écoles, les concours, le contenu des études.

Le secteur est vaste, les métiers sont diversifiés et pas toujours bien connus sous leurs différentes facettes.

Antoine, étudiant ASS, évoque comment il a dû clarifier sa connaissance de la profession au moment des épreuves :

***Antoine** : « Je me suis renseigné sur la formation car on m'a reproché, à l'IRTS,⁶ de ne pas m'être renseigné... je suis tombé sur une psy qui m'a posé des questions déstabilisantes et je ne savais plus quoi dire... c'était "quelles sont les vertus d'un assistant social ?"... toutes les questions autour de la formation et ce qu'on veut faire après, je ne savais pas quoi répondre... dans une autre école, on m'a demandé pourquoi je voulais faire ça plutôt qu'éducateur. »*

Clémentine, candidate ASS, hésite entre assistante sociale et éducatrice car, au départ, elle souhaitait se diriger vers l'enseignement :

***Clémentine** : « ... Je tendais plus vers l'enseignement... »*

***Chercheuse** : « Qu'est-ce qui vous a fait bifurquer ? »*

***Clémentine** : « Des stages... ce qui m'attirait dans l'enseignement n'était pas applicable pour un professeur... j'étais en ZEP (zone d'éducation prioritaire) et les enfants étaient en difficulté... la maitresse n'avait pas toutes les cartes en main pour aider ces élèves là... cet aspect du métier m'avait dérangée... j'avais envie d'aller vers ceux qui n'y arrivaient pas plutôt que vers ceux qui arrivaient. »*

Selon l'une des COP interviewées, deux catégories semblent se dessiner : les élèves aux idées bien arrêtées sur les métiers du social et ceux qui ne savent pas et recherchent une orientation professionnelle. Pour ces derniers, un test est proposé afin de dégager un profil type parmi les métiers du secteur. Le niveau scolaire est alors examiné afin d'étudier les compatibilités entre celui-ci et les exigences supposées des concours.

***COP** : « On a des élèves avec des idées très arrêtées mais ils ne connaissent pas les modalités d'accès ou d'examen ou le contenu même du métier... On se base aussi sur les capacités des élèves, leur niveau scolaire... et on essaye d'élargir notre objectif aussi, c'est de ne pas rester sur une idée puisque la plupart de ces formations sont sur concours et on n'est pas garanti que les élèves réussissent les concours... il faut dérouler le fil et voir dans le social ce qu'il y a d'autre. »*

Ainsi, le conseiller applique une logique d'assignation, indexée à la fois sur le niveau de performance scolaire des jeunes orientés et sur l'appréciation subjective des motivations des jeunes. Il s'agit que le candidat à l'entrée en formation sociale, non seulement corresponde au bon niveau scolaire pour passer les épreuves des concours mais également qu'il montre ses motivations pour le choix du métier selon l'information dont il dispose. La performance scolaire requise n'est pas uniquement celle qui est supposée attendue lors des épreuves de sélection, mais aussi celle qui est attendue dans l'exercice futur de la profession

6. IRTS : Institut régional de travail social.

avec les pré-requis ou les savoir-faire anticipés *ex ante* formation (l'écriture chez les ASS, par exemple) tels que les professionnels de l'orientation l'envisagent selon leur propre conception du métier.

1-3 Le rôle prépondérant de l'entourage

Comme pour d'autres secteurs que le social, l'entourage proche joue un rôle déterminant dans le choix de l'orientation professionnelle (Coinaud et Vivent 2010) ; il en va de même du rôle des professeurs (Brasselet et Guerrien, 2010 ; Landrier et Nakhili, 2010). L'entourage est soutenant par rapport au choix du métier dans le social (voir *supra* **tableau 2** : 25 % un membre de la famille, 14 % un(e) ami(e), 11 % un enseignant).

Par ailleurs, le regard que l'entourage porte sur les professions choisies constitue un analyseur du rôle joué par cet environnement ; cela est vrai tant du point de vue de l'héritage des valeurs familiales que des rôles sociaux véhiculés par cet entourage dans le soutien au projet d'orientation professionnelle, qu'il soit d'ordre symbolique ou matériel. Pour 83 % des candidats, la profession choisie est plutôt perçue positivement par l'entourage.

Tableau 4 : Image de l'entourage sur la profession sociale choisie en %

Plutôt positive	Plutôt négative	Sans opinion	Ensemble
83	5	12	100

Source : Molina Yvette, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, Enquête Candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CESF), 2011.

Pour autant, si les professions sociales paraissent mobiliser des représentations positives, au regard de l'entourage, le sens du métier peut diverger selon l'histoire, les valeurs et l'engagement de chacun. Ainsi, pour le père de **Marion**, candidate ES, « *aider les autres* », être éducateur, n'est pas un vrai métier. Cela relèverait du bénévolat (les deux parents sont syndicalistes à La Poste) :

Marion : « *Ma mère me soutient beaucoup... mes parents ne sont pas dans le social... ils sont à la poste mais dans leur travail, eux-mêmes étaient en association pour aider les autres... c'est peut-être pour ça que je suis là-dedans... mais mon père pense que... pour lui, ce n'est pas un vrai métier... il a 60 ans... vu que lui il s'en sort, pourquoi les autres ne s'en sortent pas ?... il aurait voulu que je sois journaliste... c'est dans le sens où ce n'est pas un vrai métier... c'est quelque chose qu'on peut faire dans une association comme bénévole, sans formation spécifique.* »

La question du soutien familial est aussi importante du point de vue symbolique. Pour **Miriam**, candidate ASS, d'origine sénégalaise, l'entourage encourage beaucoup, car les études d'assistante sociale représentent une ascension sociale. Cette formation est valorisée au regard des parents qui n'ont pas fait d'études, voire qui n'ont pas fréquenté l'école.

Miriam : « Ils sont ravis de mon choix... on a grandi dans des quartiers modestes et quand quelqu'un veut aller loin, on l'encourage... j'ai une sœur infirmière et une autre qui a fait un master commercial [...] ils sont contents... ils m'encouragent... ils savent que je suis quelqu'un de motivé et ambitieux [...] Je suis de nationalité française, d'origine sénégalaise par mes parents qui sont sénégalais... ils sont venus en France il y a 30 ans... mon père a 60 ans et ma mère 52 ans... eux n'ont pas eu les moyens de faire des études car c'était la première génération à venir en France... j'ai une mère qui me dit ça tous les jours... "faites des études... vous avez la chance d'être nés en France..." ».

Par ailleurs, le projet d'orientation est fortement encouragé quand il correspond de façon identifiée aux valeurs familiales. C'est le cas de **Mélissa**, candidate CESF.

Mélissa : « Mes parents soutiennent mes choix si je me donne au maximum... si c'était le commerce, ça aurait été pareil, et là, pour le social, c'est d'autant mieux car c'est valorisant de se dire que sa fille ou son fils veut s'engager dans une branche comme celle-ci pour venir en aide aux autres... mes parents sont fiers de moi de ce point de vue-là..., ma mère m'en parle souvent, elle me dit "oui, c'est bien que tu travailles là-dedans"... Ils me valorisent souvent. »

Le soutien des familles adhérant au choix d'orientation professionnelle des candidats est primordial. Se jouent non seulement l'engagement dans un soutien matériel à venir mais, au-delà, une forme de validation du projet congruent avec l'héritage des valeurs familiales. Celles-ci donnent non seulement sens à une forme vocationnelle du métier choisi, mais aussi à une forme de fidélité à son milieu d'appartenance. « *L'engagement [...] s'impose en effet comme un moyen de concilier mandat parental d'ascension sociale et mandat de fidélité aux classes populaires, autrement dit comme une possibilité d'une promotion de soi compatible avec le désir de rester fidèle à la souffrance des siens* » (Leclercq et Pagis, 2011, p. 14).

Si le choix d'orientation professionnelle se révèle difficile, notamment dans le secteur social qui propose des métiers très diversifiés, l'enquête met au jour le caractère d'individualisation dans la démarche de construction du projet de formation. Les relations sociales et le rôle de la famille sont fondamentaux pour nourrir le projet d'orientation professionnelle. L'implication de la famille n'est pas seulement économique pour la faisabilité matérielle du projet, mais passe aussi par sa reconnaissance, sa validation symbolique.

21 Une pluralité de stratégies face à la sélection

Le choix d'orientation professionnelle se construit parallèlement à l'élaboration d'un certain nombre de stratégies qui sont mises en œuvre par les candidats afin d'entrer en formation malgré la barrière de la sélection.

Sont présentées, dans cette seconde partie, les stratégies déployées par les candidats pour accéder aux formations sociales, malgré une relative opacité des attendus de la sélection au moment de l'orientation professionnelle.

Nous verrons que les attendus de la sélection sont peu visibles pour les candidats, puis nous aborderons les différentes stratégies développées pour aborder les concours, et enfin nous nous focaliserons sur la préparation des épreuves de sélection entre les classes préparatoire et le passage à l'université.

2-1 Une Invisibilité des attendus de la sélection ?

La sélection n'apparaît pas élitiste, comme pour les grandes écoles prestigieuses, du point de vue de la performance scolaire ; cependant, une certaine exigence d'un bagage culturel, expérientiel et scolaire semble requise. La dimension sélective se présente comme un « *mixage entre la méritocratie scolaire et le modèle de la vocation professionnelle* » comme « *vocationnalisme intégré* »⁷ (Verdier, 2010).

Ainsi, l'accès aux écoles professionnelles de travail social est vécu comme difficile par les candidats interviewés. Au-delà de l'admissibilité, dont le filtre s'opère par l'écrit, les épreuves paraissent également sensibles au moment de l'oral. Les candidats se disent démunis et incertains quant aux attendus des épreuves. **Tiffany**, candidate ES, persévère dans son projet, malgré un échec à l'oral un an auparavant :

***Tiffany** : « J'ai déjà passé un concours l'an passé et je me suis rétamée à l'oral... on avait une partie en groupe et une partie avec la psychologue... et ça c'est difficile, car à chaque fois qu'on dit un truc, on nous casse... on nous dit "oui mais ceci..." ; on garde le sourire mais à l'intérieur... on se dit : "quand même", mais ça ne m'a pas démotivée car dans ce métier on risque de voir des choses difficiles, donc, au contraire, ça m'a encore plus motivée. »*

Les possibles *hiatus* entre les représentations communes au moment de l'orientation et les exigences réelles des écoles au moment de la sélection peuvent être interrogés au vu des résultats de l'enquête « candidats ». En effet, l'enquête quantitative met en lumière un décalage assez prononcé entre « candidats » et « admis » en formation, selon les parcours des individus qui tentent les concours d'entrée en formation sociale. Que ces candidats soient, au moment des épreuves de sélection, étudiants de l'enseignement supérieur, lycéens ou en emploi, les profils tendent à se modifier lorsqu'ils sont « admis » en formation (voir **tableau 5**).

7. Eric Verdier aborde le « *vocationnalisme intégré* » comme un compromis entre monde académique et monde professionnel dans la formation des jeunes à tous les niveaux de qualification.

Tableau 5 : Comparaison des profils des candidats et des admis en formations sociales en %

Profil	Candidats à l'entrée en formation	Admis en formation
Issus de l'enseignement supérieur	38	30
Issus du Lycée	28	16
Demandeur d'emploi	18	8
Candidats autres (dont en emploi)	16	46 (dont 37 en emploi*)

Note : * leur niveau de formation est inconnu.

Seules les filières de formation ASS (Assistant de service social) et ES (Educateur spécialisé) sont reprises dans ce tableau car les CESF (conseillers en économie sociale et familiale) se déclarent issus de l'enseignement supérieur pour 90 % en raison de leur statut d'étudiants en BTS (brevet de technicien supérieur) au moment de l'enquête.

Source : Comparaison statut « candidats » Ile-de-France, enquête Molina Yvette (2011). EHESS-GRIF et « étudiants admis en première année » pour l'ensemble de la France, selon Nahon Sandra (2013), La formation aux professions sociales en 2011, DREES.

Les individus issus de l'emploi sont surreprésentés au moment où ils sont admis par rapport aux profils des candidats. En revanche, les individus provenant de l'enseignement supérieur et du lycée sont inversement plus nombreux lorsqu'ils sont candidats que lorsqu'ils sont admis en formation. Tout se passe comme si l'expérience professionnelle était valorisée afin d'optimiser l'accès à la formation professionnelle du secteur social. Les secteurs d'emploi sont présentés par les enquêtés comme proches des métiers de la relation (voir **tableau 6**).

Tableau 6 : Secteur d'activité professionnelle antérieur au concours en %

Secteur d'activités	Ensemble
Commerce	21
Education, surveillance	13
Enfance, petite enfance	12
Santé, médical, paramédical	10
Aide à la personne	9
Restauration, hôtellerie	9
Action sociale	8
Culture, sport, animation	8
Autres	10
Ensemble	100

Autres : agriculture, industrie, bâtiment, assurance, activité financière, sécurité scolaire, immobilier, culture/patrimoine, transports, recherche, enseignement, télécommunication/poste, activités d'études/conseil, services domestiques.

Source : Molina Yvette, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, Enquête Candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CESF), 2011.

Si l'expérience professionnelle apparaît comme une donnée déterminante pour l'entrée en formation sociale, d'après l'enquête « candidats », nous observons comment elle s'inscrit dans l'ensemble des stratégies des candidats pour aborder les concours de la sélection.

2-2 Sept types de stratégie pour aborder les concours

Face à la difficulté d'accès aux écoles, récurrente dans les discours des différents protagonistes interrogés, qu'il s'agisse des épreuves d'admissibilité à l'écrit ou des épreuves orales d'admission, les candidats déploient un certain nombre de stratégies qu'ils pensent adaptées au regard de leur compréhension des contenus des concours.

Tableau 7 Typologie des stratégies des candidats pour accéder aux concours des métiers du social

Stratégies type	%
1- Inscription multiple au sein des écoles de travail social en région et/ou hors région	1 fois : 37 % 2 fois : 22 % 3 fois : 21 % 4 fois : 18 %
2- Mobilité géographique interrégionale (hors Ile-de-France)	27 % des candidats
3- Cursus scolaire adapté et continu pour les filières de formation sociale du collège au lycée	32 % bac ES 31 % bac SMS ou ST2S
4- Recherche d'informations diversifiées sur la profession (lectures d'ouvrages spécialisés, consultation internet, rencontres de professionnels, rencontres services d'orientation, etc.)	Internet : 31 % Connaissances personnelles : 30 % Ouvrages spécialisés : 19 % CIO : 12 % Salon : 6 %
5- Activité salariée ou bénévole, stage préalable pour acquérir expérience et connaissance de milieux proches de la profession choisie	En emploi au moment des concours (emplois étudiants compris) : 47 % Durée de l'emploi de quelques mois : 49 % En emploi antérieurement aux concours (emplois étudiants compris) : 89 %
6- Préparation en classe préparatoire	23 % des candidats (*) ¹
7- Passage par l'université	37 % des candidats (**) ²

(*) Pour les ASS et les ES uniquement, car les CESF rentrant en BTS directement après le baccalauréat ne se dirigent pas vers les classes préparatoires aux concours.

(**) Pour les ASS (Assistant de service social) et les ES (Educateur spécialisé) uniquement car les CESF (conseillers en économie sociale et familiale) sont déjà en BTS (brevet de technicien supérieur) au moment de l'enquête.

SMS : Sciences médico-sociales.

ST2S : Sciences et technologies de la santé et du social.

CIO : Centre d'Information et d'Orientation.

Note de lecture : pour la stratégie 1, 37 % des candidats s'inscrivent une seule fois au concours dans une école de travail social en 2011, contre 22 % qui s'inscrivent à deux concours dans deux écoles différentes, etc.

Source : Molina Yvette, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, Enquête candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CESF), 2011.

L'analyse des données de l'enquête quantitative (voir **tableau 7**), croisée avec l'analyse du *corpus* des discours des candidats interviewés lors de l'enquête qualitative⁸, nous permet de proposer une typologie recouvrant au moins sept types de stratégie pour surmonter l'obstacle des concours chez les candidats : une inscription multiple en région et/ou hors région ; une mobilité géographique interrégionale ; un cursus scolaire adapté et continue pour les filières de formation sociale des années collège au lycée ; une recherche d'informations diversifiées sur la profession (lectures d'ouvrages spécialisés, consultation internet, rencontres de professionnels, stages, *etc.*) ; une activité salariée ou bénévole préalable pour acquérir expérience et connaissance de milieux proches de la profession choisie ; une préparation en classe préparatoire ; une préparation à l'université (voir **tableau 7**).

Comme toute typologie, les catégories se révèlent plus ou moins prégnantes pour les personnes concernées. Elles sont rarement univoques et s'entrelacent selon les parcours, les ressources économiques et sociales des individus.

La première stratégie consiste, lorsque le budget le permet, à multiplier les chances en s'inscrivant dans plusieurs écoles, malgré les coûts engendrés (voir **tableau 8**). Les candidats ont l'opportunité de s'inscrire à plusieurs concours à la fois la même année.

Ils développent une seconde stratégie qui consiste à diversifier leurs inscriptions dans les régions de leur choix. Ces inscriptions ont un coût qui varie selon le statut de l'école (privée ou publique) et leur démultiplication représente un budget non négligeable pour l'accès aux écoles de formation sociale.

Tableau 8 : Fréquence des inscriptions aux concours des métiers du social en Ile-de-France, en %

1 fois	2 fois	3 fois	4 fois et plus	Ensemble
45	24	17	14	100

Source : Molina Yvette, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, Enquête Candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CESF), 2011.

La troisième stratégie consiste à suivre la bonne filière et à passer le baccalauréat qui est jugé adéquat. Ainsi les candidats lycéens sont majoritairement issus de la série « sciences et technologies de la santé et du social (ST2S) » ou « économique et sociale » (ES).

8. Une analyse thématique à partir des entretiens a permis de déterminer des catégories type. Ces dernières ont été soumises à un questionnaire pour l'enquête quantitative (voir **encadré 2**). Le traitement statistique des questionnaires a été réalisé sur le logiciel « WYUForms Survey Manager ». Il a été effectué en deux temps : un premier tri à plat des données pour chacun des groupes étudiés, puis un tri croisé simple entre les trois groupes cibles afin de permettre la comparaison des similitudes et variations entre eux. L'analyse des données a été réalisée à partir du traitement statistique, selon le tri croisé entre les trois groupes.

Sont ainsi activées des stratégies d'adaptation au cursus scolaire assurant une continuité, comme on le constate pour d'autres orientations d'études à filières professionnelles (Coinaud et Vivent, 2010 ; Convert, 2010).

Tableau 9 : Candidats lycéens au moment des épreuves de sélection aux formations sociales, série en %

ST2S	ES	Bac pro	L	S	Autre	Ensemble
28	25	10	8	4	25	100

Source : Molina Yvette, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, Enquête Candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CEF), 2011.

ST2S : sciences et technologies de la santé et du social.

ES : Economique et sociale.

L : Littéraire.

S : Scientifique.

Autre : diverses séries. Les enquêtés ont pu noter aussi dans cette rubrique des séries déjà listées.

Tableau 10 : Candidats bacheliers au moment des épreuves de sélection aux formations sociales : série en %

ES	SMS ou ST2S	L	Bac pro	S	Ensemble
29	27	24	11	9	100

ES : Economique et sociale.

SMS : Sciences médico-sociales.

ST2S : Sciences et technologies de la santé et du social.

L : Littéraire.

S : scientifique.

Note : Les candidats déjà bacheliers présentent des séries de baccalauréat diversement représentées, avec une tendance plus marquée pour les séries ES, SMS ou ST2S et L.

Source : Molina Yvette, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, Enquête candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CEF), 2011.

La quatrième stratégie relève de la recherche d'informations auprès des proches, comme nous l'avons abordé précédemment au moment du choix d'orientation professionnelle, avec les limites rencontrées pour certains dans leur quête d'informations, notamment au regard du réseau de relations sociales.

La cinquième stratégie prend la forme d'un investissement dans des activités hors scolaire ou hors études afin d'optimiser la réussite aux concours. Les candidats déclarent exercer une activité rémunérée ou un stage en rapport avec le social ou l'éducatif. Cela est considéré comme un plus dans le *curriculum* au moment des épreuves de sélection. Il s'agit d'une forme de « *socialisation anticipatrice* » (Duru Bellat et Van Zanten, 2012).

Ainsi, **Tiffany**, candidate ES, déclare :

Tiffany : « Je cherchais un job d'été avec des personnes handicapées pour me plonger dans le milieu et j'ai vu une petite annonce qui proposait de partir avec une personne handicapée pendant 15 jours et je me suis dit, c'est super pour me former... et après, je me suis dit que ça

allait être difficile pendant 15 jours, loin de tout le monde... comment cela va se passer avec les collègues... est-ce que je pourrai exorciser les choses qui se sont passées dans la journée... et si un adulte handicapé fait preuve de force, ... sans formation ni rien... ça ne va pas le faire. »

89 % des candidats déclarent une activité antérieure au moment des concours d'entrée en formation sociale (voir **tableau 11**).

Tableau 11 : Activité professionnelle antérieure au moment des concours aux métiers du social, en %

Oui	Non	Ensemble
89	11	100

Source : Molina Yvette, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, Enquête Candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CEF), 2011.

Les secteurs d'intervention sont tournés vers les emplois de la relation (Demailly, 2008) : éducation, animation enfance jeunesse, aide à la personne, etc.

Les sixième et septième stratégies, enfin, sont celles de la préparation aux concours selon deux choix possibles. L'un est relatif aux classes préparatoires publiques ou privées. La préparation se déroule pendant quelques mois après le baccalauréat et avant le passage des épreuves de sélection. L'autre choix concerne l'orientation vers l'université comme lieu de préparation ou d'attente avant de passer les concours pour l'entrée en école professionnelle. Nous leur consacrons un développement spécifique ci-après.

2-3 Les concours, ça se prépare : prépa ou université ?

Si les concours apparaissent comme sélectifs et difficiles d'accès pour les candidats, on note néanmoins une obstination dans le choix de l'orientation professionnelle.

La stratégie d'une préparation aux concours par le passage dans une classe préparatoire ou à l'université s'observe après l'obtention du baccalauréat ou après un premier échec au concours d'entrée en formation sociale.

Ainsi, après un échec, 87 % des candidats déclarent vouloir tenter à nouveau les concours l'année suivante.

Après un premier échec à la sélection, voire plusieurs échecs, les candidats adopteront des stratégies différentes. Soit ils s'orientent vers des classes préparatoires lorsqu'ils en ont les moyens, soit ils s'inscrivent à l'université (DUT – diplôme universitaire de technologie, licence, licence professionnelle), soit ils s'orientent vers des BTS et tenteront à nouveau le concours.

Par ailleurs, en cas d'échec au concours, le projet se situe le plus souvent entre l'emploi et le passage à l'université (voir **tableau 12**).

Tableau 12 : Projet en cas d'échec au concours en %

M'inscrire à l'université	Trouver un emploi	Reprendre mon emploi précédent	Autres	Ensemble
28	27	13	32	100

Autres : classe préparatoires, retenter les concours, autre BTS, réorientation professionnelle, licence, licence professionnelle, CNED (Centre national d'enseignement à distance), DUT (diplôme universitaire de technologie) carrières sociales, humanitaire, etc.

Source : Molina Yvette, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, Enquête Candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CESF), 2011.

Comme le révèle l'enquête quantitative, les classes préparatoires ne concernent que 23 % des candidats. L'enquête qualitative nous renseigne sur des explications possibles. D'abord, ces classes sont considérées comme coûteuses. Par ailleurs, elles n'offriraient pas une garantie suffisante pour réussir les concours. Les candidats s'orientent alors, pour beaucoup, vers l'université afin d'acquérir une base adaptée, selon eux, à la réussite aux épreuves. **Laetitia**, candidate ES, l'explique ainsi :

Chercheuse : « Pourqu'oi avoir fait une année d'université plutôt qu'une prépa ? »

Laetitia : « C'est une question de prix... les prépas sont chères... des fois on va en prépa et on n'a pas plus le concours... je voulais aller à la fac "Action sociale" pour me donner des bases, et ça m'a bien servie... on a vu le handicap, le travail de l'éducation spécialisée, les travailleurs sociaux. »

Chercheuse : « Ça coûtait combien la prépa ? »

Laetitia : « Entre 1000 € et 1200 €... et en plus, ce n'était pas près de chez moi... il fallait que je trouve un logement... on est six à la maison ... en plus, il y a les concours... j'en ai eu pour 1000 € de concours en tout... avec les déplacements, l'hébergement... certains coûtent 80 € pour l'écrit, d'autres 140 € pour l'oral... il y avait Caen, Paris,... plus l'hôtel, plus le trajet en train... »

Les COP interviewées abordent également la difficulté des concours et la nécessité de les préparer. Jusqu'où va cette préparation : écoles privées considérées comme coûteuses, université ? Les professionnels de l'orientation assurent orienter les jeunes en fonction des moyens économiques de la famille. Pour les élèves moins dotés sur le plan économique, l'orientation se fera vers l'université. Certains auteurs considèrent que l'on assiste à un renversement de la hiérarchie des filières des premières années du supérieur (Duru-Bellat et Van Zanten, 2012). Pour les jeunes en demande d'encadrement, notamment issus des milieux populaires, « les premiers cycles universitaires peuvent être un repoussoir, un choix par défaut, a contrario des filières professionnelles courtes » (Erlich et Verley, 2010, p. 77). Les cycles professionnels courts répondraient à « une demande d'encadrement des jeunes et sembleraient, par leur caractère sélectif, garantir des débouchés » (Duru-Bellat et Van Zanten, 2012, p. 57).

Le discours général qui se dégage de l'enquête qualitative révèle que si les candidats ne réussissent pas aux concours, il y aura alors orientation vers la licence professionnelle ou vers l'université sur une discipline générale.

Miriam, candidate ASS, mise tout sur les concours. Si elle n'est pas retenue cette année, elle envisage une inscription à l'université en attendant de repasser les concours l'année suivante :

Chercheuse : « Si vous n'êtes pas prise, vous envisagez quoi ? »

Miriam : « Je préfère travailler et tenter... sinon, je m'inscris à la Fac ... en attendant les concours de l'année prochaine. »

Chercheuse : « Sur quelle discipline ? »

Miriam : « Je ne me suis pas renseignée car c'est vraiment ma dernière option... mais je pense qu'il y a des fac qui préparent au social. »

Chercheuse : « Comme une licence professionnelle ? »

Miriam : « Oui, j'en ai entendu parler mais sans savoir vraiment, car je mets le paquet sur le concours. »

Les disciplines universitaires choisies se présentent comme suffisamment « polysémiques » pour offrir une préparation aux étudiants en attente d'entrée en filière professionnalisée (Convert, 2010). Cette stratégie s'inscrit dans une fonction de socialisation anticipatrice à l'entrée en formation sociale. Elle se situe ainsi à la fois en amont des épreuves de sélection et en aval comme stratégie d'ajustement en cas d'échec au concours.

Tableau 13 : Discipline des études supérieures poursuivies par les candidats aux formations sociales, en %

Disciplines études supérieures	%
Carrières sociales	21
Psychologie	12
Droit	11
Sociologie	10
Communication	5
Commerce	5
AES (Administration économique et sociale)	3
Autres	33
Ensemble	100

Autres représente diverses disciplines et formations comme : histoire, langues étrangères, cinéma, sciences de l'éducation, sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), art plastique, pharmacie, médecine, tourisme, sciences politiques, économie, etc.

Source : Molina Yvette, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, Enquête Candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CESF), 2011.

Ces disciplines polysémiques utilisées comme préparation aux écoles professionnalisantes apparaissent ainsi, pour cette frange de la population, comme des filières qui conduisent à un fort taux d'abandon. Ce constat peut être analysé sous l'angle de leur fonction « *propédeutique* » ou de « *substitution* » (Convert 2010, p. 31).

Conclusion

Si les concours d'entrée dans les formations du social sont présentés comme de véritables obstacles par les protagonistes concernés que sont les candidats mais aussi les conseillères d'orientation interviewées et les étudiants admis en formation, les prérequis pour l'admission ne sont pas toujours bien identifiés.

Les candidats rendent compte, à travers l'enquête, d'un certain isolement dans la construction de leur choix d'orientation professionnelle dans le secteur social. Ce choix est d'autant plus délicat qu'il est marqué par des hésitations entre les métiers très diversifiés de ce champ professionnel, pour les plus déterminés, et d'autres métiers de secteurs proches, pour les plus indécis.

La recherche met au jour le rôle de l'entourage proche dans l'aide au choix d'orientation, notamment dans une forme de validation du projet de formation et du projet professionnel à plus long terme.

Deux espaces de préparation à l'entrée dans la formation sociale apparaissent de façon prégnante dans une fonction de socialisation anticipatrice. Il s'agit plus particulièrement de l'entrée à l'université et du marché du travail, y compris pour des emplois de courte durée. Ces deux espaces sont vécus comme offrant une garantie de préparation aux attendus supposés des écoles professionnelles qui préparent aux métiers du social. Expériences professionnelles et bagage culturel semblent constituer des atouts nécessaires pour les concours.

La recherche met aussi en lumière une autre dimension, développée ailleurs. Il s'agit de formes d'engagement à partir de la transmission des valeurs familiales lors de la socialisation initiale. Celle-ci constitue une autre facette déterminante pour l'accès aux formations sociales du point de vue du sens conféré aux études et donc des motivations de type vocationnel exprimées par les candidats (Molina, 2013).

Au moment où les écoles de travail social accusent une baisse de candidatures ces dernières années⁹, les institutions concernées par l'orientation scolaire et professionnelle et le secteur de la formation en travail social gagneraient à se rapprocher. Cette dynamique permettrait de mieux accompagner les jeunes générations afin de clarifier leurs aspirations en termes de choix d'orientation professionnelle, face aux attentes des

9. Voir Union nationale des associations de formation et de recherche en intervention sociale (UNAFORIS), op. cit.

écoles de travail social qui nécessiteraient une mise en visibilité. Actuellement, ces deux mondes sociaux, celui de la formation des professions sociales et celui de l'orientation scolaire, apparaissent comme disjoints.

■ Bibliographie

- Boudesseul G. (2010), « La segmentation par l'orientation ? Comment l'orientation préfigure les inégalités d'emploi », *Formation Emploi*, n° 109, janvier-mars, pp 53-70.
- Brasselet C., Guerrien A. (2010), « Sentiment de liberté et influence dans la décision d'orientation scolaire : effets sur la motivation scolaire des élèves en classe de première », *L'orientation scolaire et professionnelle*, n° 39/4, pp. 1-16.
- Coinaud C., Vivent C. (2010), « Les orientations scolaires, entre tâtonnement et réappropriation », *Formation Emploi*, n° 109, janvier-mars, pp. 71-84.
- Convert B. (2010), « Espace de l'enseignement supérieur et stratégies étudiantes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2010/3, n° 183, pp. 14-31.
- CREAI/IRFFE (2008) (2007) « Aux portes de l'IRFFE, qui sont les étudiants en travail social de demain ? », enquêtes « sélection » 2007 et 2008, Département d'Etudes, de Recherches et d'Observation CREAI/IRFFE, http://www.apradis.eu/pub/dero/Etude_SELECTION_2008.pdf ; http://www.apradis.eu/pub/dero/Etude_SELECTION_2007.pdf
- Erllich V., Verley E. (2010), « Une relecture sociologique des parcours des étudiants français : entre segmentation et professionnalisation », *Education et Sociétés*, 2010/2 n° 26, pp. 71-88.
- Demailly L. (2008), *Politiques de la relation. Sociologie des métiers et du travail de relation*, Presses Universitaires du Septentrion, 373 p.
- Demazière D., Dubar C. (2009), *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple de récits d'insertion*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 350 p.
- Dhume F., Dukic S., Chauvel S., Perrot P. (2011), *Orientation scolaire et discrimination. De l'inégalité de traitement selon l'origine*, Paris, La Documentation française, coll. « Etudes et recherches », 281 p.
- Duru-Bellat M., Van Zanten A. (2012), *Sociologie de l'école*, Paris, 4^{ème} édition, Armand Colin, coll. « U », 311 p.
- Felouzis G. (2008), « Des mondes incertains : les universités, les diplômés et l'emploi », *Formation Emploi*, n° 101, pp. 135-147.
- Grenat P., Marquier R., Masson L. (2007), *La formation aux professions sociales en 2005*, DREES, n 117-octobre.

- Grenat P., Marquier R., Masson L. (2007), *La formation aux professions sociales en 2005*, DREES, n° 117-octobre..
- Landrier S., Nakhili N. (2010), « Comment l'orientation contribue aux inégalités de parcours scolaires en France », *Formation Emploi*, n° 109, janvier-mars, pp. 23-36.
- Leclercq C., Pagis J. (dir.) (2011), « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale », *Sociétés contemporaines*, 2011/4, n° 84.
- Molina Y. (2015), *Les travailleurs sociaux : des groupes professionnels en transformation*, thèse de sociologie de l'Ecole des hautes Etudes en Sciences sociales (EHESS), dir. de thèse Grelon A., juillet ; voir <http://www.cmh.ens.fr/Yvette-Molina>
- Molina Y. (2013), « Quels engagements pour les professions sociales ? », *Les Politiques Sociales*, n° 3 et 4 /2013, Bruxelles, Belgique.
- Molina Y. (2011), *Enquête candidats admission en formation professions sociales (ASS, ES, CESF)*, EHESS/Centre Maurice Halbwachs, GRIF, non publiée.
- Nahon S. (2013), *La formation aux professions sociales*, Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), document de travail, série statistiques, ° 175, janvier.
- Tralongo S. (2012), « Le Projet Professionnel de l'étudiant : histoire et champ de pertinence », in Quenson Emmanuel, Coursaget Solène (dir.), *La professionnalisation de l'enseignement supérieur. De la volonté politique aux formes concrètes*, Toulouse, Octares Editions, coll « Le travail en débat », pp. 107-117.
- Vasconcellos M. (2006), *L'enseignement supérieur en France*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 121 p.
- Verdier E. (2010), « L'orientation scolaire et professionnelle : entre assignation et idées floues, l'anarchie organisée », Postface, *Formation Emploi*, n° 109, janvier mars, pp. 113-126.